



INSTITUTION ADOUR

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 18 mars 2021
(Convocation du 10 mars 2021)

Aujourd'hui, le dix-huit mars deux mille vingt et un à 11h30, le collège « membres fondateurs » dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020, sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames et Messieurs Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Céline SALLES, Christophe TERRAIN, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Xavier LAGRAVE, Yves LAHOUN, Jean ARRIUBERGE, Patrick CHASSERIAUD, Bernard SOUDAR

Etaient excusés et avaient donné procuration :

Madame Dominique DEGOS

Etaient excusés :

Messieurs Jean GUILHAS, Bernard POUBLAN, Bernard VERDIER, Gérard CASTET, Francis DUPOUEY, Charles PELANNE, Thierry CARRERE

Secrétaire de séance :

Madame Christiane AUTIGEON

OBJET : Conventions / Gestion intégrée - Etude d'opportunité d'émergence d'un outil de gestion intégrée sur le gave de Pau - Convention avec le Syndicat mixte du bassin du gave de Pau, le Pays de Lourdes et vallées des gaves pour le co-portage de l'étude

Exposé des motifs :

Il est rappelé que les SDAGE 2010-2015 et 2016-2021 ont ciblé le bassin des gaves (Pau, Oloron, Saison) comme territoire où l'élaboration d'un SAGE est nécessaire sans que ce territoire ait engagé, à ce jour, la démarche de constitution d'un tel schéma.

Par ailleurs le projet de SDAGE 2022-2027 recommande que l'ensemble du bassin Adour-Garonne soit couvert par des SAGE d'ici à 2027.

Suite aux récentes évolutions de la maîtrise d'ouvrage GeMAPI sur le bassin du gave de Pau, l'agence de l'eau a relancé le PLVG et le SMBGP sur la faisabilité d'un SAGE.

Après concertation des acteurs du territoire avec l'agence de l'eau Adour Garonne, Il a été convenu que les 2 structures GeMAPI ainsi que l'établissement public de bassin, l'Institution Adour, seraient co-porteurs d'une étude d'opportunité pour la mise en place éventuelle d'un outil de gestion intégrée du bassin du gave de Pau.

A cet effet, il est proposé de formaliser ce co-portage au travers d'une convention de partenariat entre le syndicat mixte du bassin du gave de Pau, le Pays de Lourdes et vallées des gaves et l'EPTB Institution Adour, dans l'objectif de réaliser cette étude d'opportunité pour l'émergence d'un outil de gestion intégrée sur le gave de Pau.

LE COLLEGE « MEMBRES FONDATEURS »

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité



DECIDE

Article 1

- D'approuver les termes du projet de convention de co-portage à intervenir entre le syndicat mixte du bassin du gave de Pau, le Pays de Lourdes et vallées des gaves et l'EPTB Institution Adour, tel que ci-annexé,
- D'autoriser le Président à signer la convention ainsi que l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 18 mars 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



Convention de partenariat pour l'étude d'opportunité de la mise en place d'une démarche de gestion intégrée et concertée Du bassin du gave de Pau

Entre les soussignés,

Le Syndicat mixte du bassin du gave de Pau, représenté par son Président, Monsieur Michel CAPERAN, dûment habilité à la signature de la présente convention par délibération n°XXX du comité syndical en date du XXXX, désigné ci-après « le SMBGP »

Et

Le Pays de Lourdes et vallées des gaves, représenté par son Président, Monsieur Thierry LAVIT, dûment habilité à la signature de la présente convention par délibération n°XXX du comité syndical en date du XXXX, désigné ci-après « le PLVG »

Et

L'EPTB Institution Adour, représenté par son Président, Monsieur Paul CARRERE, dûment habilité à la signature de la présente convention par délibération n°XXX du comité syndical en date du XXXX, désignée ci-après « l'EPTB »

Préambule :

Les SDAGE 2010-2015 et 2016-2021 ont ciblé le bassin des gaves (Pau, Oloron, Saison) comme territoire où l'élaboration d'un SAGE est nécessaire sans que ce territoire ait engagé, à ce jour, la démarche de constitution d'un tel schéma.

Le projet de SDAGE 2022-2027 recommande que l'ensemble du bassin Adour-Garonne soit couvert par des SAGE d'ici à 2027.

En 2009-2010, le Syndicat mixte pour le développement rural de l'arrondissement d'Argelès-Gazost (SMDRA aujourd'hui transformé en PETR Pays de Lourdes et Vallées des Gaves) a engagé une animation pour la mise en place d'une gestion intégrée (SAGE, contrat de rivière, contrat de bassin) du bassin des gaves. A la suite de plusieurs rencontres avec les acteurs et sur la base d'une étude sous maîtrise d'ouvrage « agence de l'eau » conduite en 2005, le bassin du gave de Pau est ressorti comme une entité à part entière, qu'il convenait de séparer des gaves d'Oloron et du Saison, et sur laquelle le scénario SAGE n'a pas été retenu. La structuration de la maîtrise d'ouvrage rivière dans les Pyrénées-Atlantiques constituait un préalable nécessaire à toute démarche de gestion à l'échelle des bassins amont (65) et aval (64-40) du gave de Pau. Le lancement d'actions communes avait toutefois été retenu, mais n'a pu être mis en œuvre.

Deux raisons principales peuvent expliquer ce manque de concrétisation : la fin de l'animation portée par le SMDRA d'une part, et les crues d'octobre 2012 et juin 2013 d'autre part, qui ont constitué un choc pour tout le territoire et mobilisé fortement les acteurs œuvrant sur les cours d'eau.

En ce qui concerne la gouvernance, pour l'exercice de la GeMAPI, l'amont s'est structuré autour du PETR Pays de Lourdes et Vallées des Gaves (PLVG). Dès 2017, les structures intercommunales ont transféré la compétence GeMAPI au PLVG de façon anticipée. L'objectif de cette prise de compétence anticipée était de pouvoir poursuivre la mise en œuvre des travaux de protection contre les crues, notamment suite aux événements de 2012 et 2013. Pour cela, le territoire devait se fédérer autour d'une gouvernance unique afin de mettre en œuvre une solidarité territoriale et se doter d'une meilleure capacité financière.

Le territoire aval a vu l'émergence, en 2012, d'un nouveau syndicat : le Syndicat mixte du bassin du gave de Pau (SMBGP) visant à fédérer les communes et les SIVU historiques dont le Syndicat intercommunal du gave de Pau (structure la plus ancienne créée en 1956 avec les 56 communes de l'axe gave de Pau). A la suite des lois MAPTAM et NOTRE, les 11 structures intercommunales assurant la gestion des rivières sur l'aval du gave de Pau se sont regroupées autour du Syndicat mixte du bassin du gave de Pau qui est (à 2 exceptions près) la seule collectivité exerçant la compétence GeMAPI sur l'aval du bassin du gave de Pau.

À l'échelle du bassin de l'Adour, les quatre Départements du bassin ont fondé en 1978 l'Institution interdépartementale pour l'aménagement hydraulique du bassin de l'Adour. Dans les premières décennies qui ont suivi sa création, cet établissement a notamment conduit différentes démarches d'études et de travaux d'aménagement sur le gave de Pau et ses affluents. Devenu « Institution Adour », l'établissement a été reconnu établissement public territorial de bassin en 2007 par le préfet coordonnateur de bassin, sur la base de statuts révisés incluant de nouvelles missions relevant du grand cycle de l'eau telles que la gestion et la protection des milieux aquatiques et de la biodiversité, la gestion quantitative de la ressource, l'organisation de la gestion intégrée sur le territoire ou encore l'organisation de la gestion de l'information. Depuis 2018, en sus des quatre Départements membres fondateurs, 33 collectivités sont devenues membres de l'Institution Adour (1 Région, 23 EPCI-FP et 9 syndicats mixtes géomapiens), devenue syndicat mixte ouvert à la carte. L'Institution Adour est la structure porteuse de 3 SAGE en cours de mise en œuvre ou d'élaboration sur le bassin de l'Adour.

Suite aux récentes évolutions de la maîtrise d'ouvrage GeMAPI sur le bassin du gave de Pau, l'agence de l'eau a relancé le PLVG et le SMBGP sur la faisabilité d'un SAGE.

Il a donc été convenu que les 2 structures GeMAPI ainsi que l'Institution Adour, ci-après dénommés co-porteurs, porteraient une étude d'opportunité pour la mise en place éventuelle d'un outil de gestion intégrée du bassin du gave de Pau.

Sur l'aval du territoire (gaves réunis) la compétence GeMAPI est assurée par le Syndicat mixte du bas Adour maritime qui sera intégré au comité de pilotage du projet.

Il est convenu ce qui suit :



Article 1 – Objet de la convention

La présente convention fixe les modalités techniques et financières entre le SMBGP, le PLVG et l'EPTB, ci-après dénommés co-porteurs, pour la réalisation de cette étude.

Article 2 – Relations entre les co-porteurs

Toutes les décisions nécessaires au bon déroulement de l'étude seront prises collégialement par les co-porteurs ou à défaut à la majorité des co-porteurs.

Il s'agit notamment :

- De la validation du cahier des charges
- Du choix du prestataire de l'étude
- Validation technique des rapports d'études et des documents intermédiaires
- Des choix nécessaires à l'affermissement des tranches optionnelles
- Des dates de réunions
- ...

Article 3 – Maîtrise d'ouvrage

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche, le SMBGP assurera la maîtrise d'ouvrage de l'étude pour le compte des co-porteurs, dans le respect des règles détaillées à l'article 2.

A ce titre, il réalise les prestations suivantes :

- Rédaction du dossier de consultation des entreprises et mise en œuvre de la consultation
- Réalisation de l'analyse des offres
- Suivi du prestataire ou du groupement attributaire de l'étude
- Organisation des réunions pendant la réalisation de l'étude
- Vérification, validation et paiement des facturations
- Sollicitations et perceptions des subventions
- Perception des participations du PLVG et l'EPTB
- Réception des documents définitifs et communication aux partenaires

Article 4 – Concertation avec les partenaires

Pour le bon déroulement de la démarche un comité de pilotage et un comité technique sont constitués tels que décrits dans le cahier des charges.

Le comité de pilotage aura vocation à valider les étapes clés de la prestation. Le comité technique conduira toutes les réunions techniques intermédiaires et préalables aux comités de pilotage.

Article 5 – Programme de l'étude

L'étude est découpée en 3 tranches :

1. Tranche ferme : état des lieux et diagnostic où seront identifiés les acteurs du territoire leurs relations, les enjeux et les problématiques
2. Tranche optionnelle 1 : analyse des outils potentiels et attentes du territoire
3. Tranche optionnelle 2 : proposition de scénarii



Article 6 – Montant de l'opération

Le montant de l'étude sera défini à l'issue de la consultation et de l'attribution du marché.

L'estimation prévisionnelle évalue le besoin à 112 000 € TTC, comprenant :

- le coût de l'étude confiée au prestataire retenue, évaluée à 100 000 € TTC
- 12 000 € TTC pour d'éventuels frais complémentaires : communication, réservation de salles...

Article 7 – Financement de l'opération

Article 7.1 – Modalités générales

Compte-tenu de l'intérêt de la démarche pour les co-porteurs, ils s'engagent, déduction faite des subventions, à co-financer le coût de la prestation du bureau d'études ou groupement, retenu suite à la consultation, ainsi que les éventuels frais complémentaires.

L'ensemble des dépenses sera considéré en TTC.

Article 7.2 – Plan de financement

Le plan de financement prévisionnel est détaillé dans le tableau ci-après :

Opération	Montant	SUBVENTIONS			PARTICIPATIONS		
		AEAG	CRNA	CRO	SMBGP	PLVG	IA
Etude + Frais	A	50%	10%	10%	10%	10%	10%

Le terme **A** correspond au montant de l'offre retenue suite la phase de consultation complétée des 12 000 € pour d'éventuels frais complémentaires (communication, réservation salles...)

Sur la base de l'estimation de l'opération indiquée à l'article 6, les contributions des différents partenaires seraient les suivantes :

- Agence de l'eau Adour Garonne : 56 000 €
- Région Nouvelle Aquitaine : 11 200 €
- Région Occitanie : 11 200 €
- Syndicat mixte du bassin du gave de Pau : 11 200 €
- Pays de Lourdes et Vallées des Gaves : 11 200 €
- Institution Adour : 11 200 €

Total : 112 000 €

L'ensemble de ces participations sera réajusté sur la base du montant de l'offre retenue et des dépenses réelles effectuées.

Article 7.3 – Gestion des écarts

En cas de dépassement de plus de 10% du montant prévisionnel de l'opération tel qu'indiqué à l'article 6, notamment suite à la phase de consultation des entreprises, la présente convention fera l'objet d'un avenant, après accord de chaque co-porteur.

En cas de dépassement de moins de 10% de l'estimation du montant prévisionnel de l'opération tel qu'indiqué à l'article 6, le SMBGP en informera immédiatement les 2 autres co-porteurs par courriel. Le Président de chaque co-porteur disposera de 15 jours ouvrés maximum pour valider le montant ainsi actualisé. L'absence de réponse à l'issue de ce délai vaudra accord de sa part.

Par ailleurs, si durant la phase de mise en œuvre de l'opération, de nouvelles dépenses (au-delà des 12 000 € TTC prévus pour d'éventuels frais complémentaires) venaient à être nécessaires pour son bon déroulement, celles-ci seront, après validation de chaque co-porteur, prises en compte dans un avenant.

Article 7.4 – Modalités financières

Le SMBGP, maître d'ouvrage, assurera le paiement de l'ensemble des frais nécessaires au bon déroulé de l'opération.

De la même manière, il procédera au recouvrement des différentes subventions et participations.

Les participations de co-porteurs seront versées en 2 fois :

- 50% du montant prévisionnel de la contribution du co-porteur correspondant au coût de l'étude et aux éventuels frais complémentaires. Soit 50% de **A*10%**
- Le solde, à l'issue de l'opération, après établissement par le SMBGP du décompte général et définitif sur la base des dépenses réelles effectuées, visé par le comptable, certifiant l'exactitude des facturations et des paiements résultant des pièces justificatives, et diminué des subventions perçues

Les co-porteurs régleront les sommes à payer dans un délai maximum de 30 jours suivant la réception du titre exécutoire de paiement.

Chaque co-porteur se libérera des sommes dues au titre de la présente convention par virement au compte du SMBGP à la Trésorerie Municipale de Pau.

Article 8 – Durée de la convention

La convention prend effet à partir de la date de signature par les co-porteurs.

Elle aura une durée de 36 mois, sauf si l'un de ses signataires la dénonce avant ce délai.

Dans ce cas, elle prendra fin 6 mois après sa dénonciation par l'un de ses signataires.

Article 9 - Modification de la convention

Toute modification de la présente convention devra être approuvée dans les mêmes termes par le SMBGP, le PLVG et l'EPTB et fera l'objet d'un avenant dans le cadre précisé à l'article 7.3.



Article 10 - Litiges

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une des parties en cas d'inexécution par l'autre d'une ou de plusieurs des obligations contenues dans ses clauses.

Cette résiliation ne deviendra effective qu'à l'expiration d'un délai de 2 mois après l'envoi par la partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la partie défaillante n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure ou n'ait satisfait à ses obligations contractuelles.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et, sous réserve des dommages éventuellement subis par la partie plaignante du fait de la résiliation anticipée de la présente convention.

Dans tous les cas, le PLVG et/ou l'EPTB s'engagent à rembourser au SMBGP, sur la base du décompte général définitif des dépenses, les sommes engagées jusqu'à la date de résiliation ainsi que les dépenses nécessaires pour établir une situation à caractère définitif. Sur cette base, le SMBGP procèdera à l'émission d'un titre de recettes pour règlement du solde.

À tout moment, les parties pourront s'entendre pour mettre fin de façon anticipée à la présente convention.

Elles décideront alors d'un commun accord des conditions de l'arrêt du partenariat, et le cas échéant des compensations dues aux autres parties.

Article 11 – Tribunal compétent en cas de litige

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Pau.

Fait à Pau en trois exemplaires, le

**Le Président du Syndicat mixte
du bassin du gave de Pau**

**Le Président du Pays de Lourdes
et vallées des Gaves**

**Le Président de l'Institution
Adour**

Michel CAPERAN

Thierry LAVIT

Paul CARRERE